

Bruno Rodríguez appelle le monde à arrêter l'escalade d'actions anti-cubaines de Washington



La Havane, 26 avril, (RHC).- Bruno Rodríguez, ministre cubain des Affaires étrangères, a appelé la communauté internationale à arrêter l'escalade dangereuse d'actions anti-cubaines de Washington.

Au cours d'une conférence de presse, ce mercredi à La Havane, le chef de la diplomatie cubaine a dénoncé les récentes mesures que l'administration Trump a prises pour tenter d'étouffer l'économie nationale.

Il a expliqué comment Washington prétend maintenant intensifier sa guerre commerciale contre Cuba.

«Je voudrais dénoncer l'empressement du Département d'État pour mobiliser des efforts dans des dizaines de capitales sous toutes les latitudes de la Planète, pour lancer des attaques à l'économie de Cuba.

Selon un document secret du gouvernement des États-Unis adressé récemment à ses ambassades dans le monde, les mesures supplémentaires du blocus économique, politique et communicationnel de Cuba, aurait pour justification la présence de militaires, d'agents secrets et d'officier de l'armée et du service de renseignement cubain au Venezuela. Ceux-ci, toujours selon ce document affirmant se baser sur des sources dignes de foi, auraient une forte influence sur le Venezuela. C'est une vulgaire calomnie. »

Le ministre cubain s'est également référé aux nouvelles restrictions sur les voyages et les virements à destination de notre pays que John Bolton, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis a annoncées le 17 avril dernier à Miami.

«Elles portent atteinte à la liberté et en plus au droit des personnes vivant aux États-Unis d'envoyer de l'argent à leurs proches ou à des amis à Cuba.

Ces mesures nuiront gravement au secteur des travailleurs cubains à leur compte. Elles vont nécessairement créer des effets financiers, nuire aux entités cubaines, en particulier celles que je viens de mentionner, elles vont créer de nouvelles difficultés et carences à notre peuple. »

Le chef de la diplomatie cubaine a d'autre part promis tout le soutien de notre pays à ceux qui pourraient être affectés par la mise en application du chapitre III de la loi Helms-Burton.

«En 1996, nous avons adopté à Cuba la loi 80 qui déclare illicite, inapplicable et nulle la loi Helms-Burton et qui confie au gouvernement l'adoption de toutes les dispositions nécessaires pour son application et pour munir les investisseurs et les partenaires commerciaux et économiques étrangers, d'une sécurité juridique.

Je tiens à vous dire que Cuba garantira les conditions juridiques et honorera tous ses engagements dans ce domaine.»

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/189319-bruno-rodriguez-appelle-le-monde-a-arreter-lescalade-dactions-anti-cubaines-de-washington>



Radio Habana Cuba